

**MODELE DE
MEMOIRE DE QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITE
POSEE DEVANT LES JURIDICTIONS DU FOND**

Nom de la juridiction
R-G N°

Pour :

Madame / Monsieur (...), domicilié
représenté par Maître (...), avocat au Barreau de (...), domicilié(...)

Demandeur

Contre :

Madame / Monsieur (...), domicilié
représenté par Maître (...), avocat au Barreau de (...), domicilié (...)

Défendeur

**MEMOIRE DE
QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITE**

En application des dispositions de l'article 61-1 de la Constitution et de la loi organique n° 2009-1523 du 10 décembre 2009, le (demandeur) (défendeur) à l'honneur de soulever la question prioritaire de constitutionnalité ci-après exposée relative à la constitutionnalité de (identification de la ou des dispositions législatives contestées).

I - FAITS

Rappel des faits et du contenu de la ou des dispositions législatives faisant l'objet de la question prioritaire de constitutionnalité.

II - DISCUSSION

1) L'article 61-1 de la Constitution dispose :

« Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution

garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé ».

2) L'article 23-2 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel modifiée par la loi organique n° 2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution prévoit que la juridiction saisie d'une question prioritaire de constitutionnalité statue « *sans délai par une décision motivée* » sur sa transmission au Conseil d'État ou à la Cour de cassation. Il est procédé à cette transmission si les conditions suivantes sont remplies :

« 1° La disposition contestée est applicable au litige ou à la procédure, ou constitue le fondement des poursuites ;

2° Elle n'a pas déjà été déclarée conforme à la Constitution dans les motifs et le dispositif d'une décision du Conseil constitutionnel, sauf changement des circonstances ;

3° La question n'est pas dépourvue de caractère sérieux. »

Le présent mémoire démontre que les trois conditions précitées sont remplies et justifient de transmettre la question prioritaire de constitutionnalité à la Cour de cassation / au Conseil d'État.

A) La disposition contestée est applicable au litige ou à la procédure, ou constitue le fondement des poursuites.

(Etablissement du lien entre la disposition législative dont la constitutionnalité est contestée et la cause dont est saisie la juridiction)

La question prioritaire de constitutionnalité posée est d'une application directe au litige ou à la procédure dont (nom de la juridiction) est saisi et impose pour ce motif qu'elle soit transmise sans délai à la Cour de Cassation/au Conseil d'État afin que le Conseil constitutionnel en soit saisi.

B) La disposition contestée n'a pas déjà été déclarée conforme à la Constitution dans les motifs et le dispositif d'une décision du Conseil constitutionnel.

Deux hypothèses :

a) Soit la disposition législative contestée n'a jamais été jugée par le Conseil constitutionnel dans les motifs et le dispositif d'une de ses décisions

La disposition contestée n'a pas fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel la déclarant conforme à la Constitution dans les motifs et le dispositif d'une des décisions qu'il a rendues à ce jour. Elle peut donc être soumise au Conseil constitutionnel pour qu'il se prononce sur sa constitutionnalité.

b) Soit la disposition législative contestée a déjà été jugée par le Conseil constitutionnel dans les motifs et le dispositif d'une de ses décisions

- Rappeler et citer la décision du Conseil constitutionnel se prononçant dans ses motifs et son dispositif sur la disposition législative contestée.
- Rappeler la décision du Conseil constitutionnel n° 2009-595 DC du 3 décembre 2009, *Loi organique relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution*, décidant « *qu'une disposition législative déclarée conforme à la Constitution dans les motifs et le dispositif d'une décision du Conseil constitutionnel* » peut « *de nouveau* » être « *soumise à son examen lorsqu'un tel réexamen est justifié par les changements intervenus, depuis la précédente décision, dans les normes de constitutionnalité applicables ou dans les circonstances, de droit ou de fait, qui affectent la portée de la disposition législative critiquée* » (cons. 13).
- Démontrer qu'un changement de circonstances de droit ou de fait survenu entre la date à laquelle le Conseil constitutionnel a rendu une décision et les faits de l'espèce justifie que la constitutionnalité de la disposition contestée soit à nouveau soulevée devant le Conseil constitutionnel. Il convient de démontrer précisément la nature du changement de circonstances.

C) Le caractère sérieux de la question posée

Le lien entre les principes constitutionnels invoqués et la ou les dispositions législatives contestées ayant été établi, affirmer et démontrer, en soi, le caractère substantiel de la question posée.

PAR CES MOTIFS,

Plaise (nom de la juridiction)

- prendre acte de la question prioritaire de constitutionnalité portant sur les dispositions de (...) pour violation des (citer les articles de la Constitution et/ou les principes constitutionnels auxquels il est porté atteinte),

- constater que la question soulevée est applicable au litige dont est saisi (nom de la juridiction),

- (*hypothèse où la disposition législative contestée n'a jamais été jugée par le Conseil constitutionnel dans les motifs et le dispositif d'une de ses décisions*) constater que la question soulevée porte sur une disposition qui n'a pas été déjà été déclarée conforme à la Constitution dans les motifs et le dispositif d'une décision du Conseil constitutionnel dans des circonstances identiques,

Ou

- (*hypothèse où la disposition législative contestée a déjà été jugée par le Conseil constitutionnel dans les motifs et le dispositif d'une de ses décisions, mais qu'un changement de circonstances de droit et/ou de fait est démontré*) constater qu'un changement de circonstances de droit et/ou de fait est survenu depuis la décision du Conseil constitutionnel

se prononçant sur la disposition contestée qui justifie qu'elle soit de nouveau jugée par le Conseil constitutionnel,

- constater que la question soulevée présente un caractère sérieux,

- transmettre au Conseil d'Etat/à la Cour de Cassation sans délai la question prioritaire de constitutionnalité soulevée afin que celui-ci/celle-ci procède à l'examen qui lui incombe en vue de sa transmission au Conseil constitutionnel pour qu'il relève l'inconstitutionnalité de la disposition contestée, prononce son abrogation et fasse procéder à la publication qui en résultera.

Fait à (...) le (...)